

## Chômage classique et chômage keynésien : un prétexte aux politiques d'austérité\*

Marc Lavoie

Professeur agrégé, Département de science économique de l'Université d'Ottawa

De quelque point de vue que l'on se place, les travaux d'Edmond Malinvaud [1977, 1978] sur les notions de chômage keynésien et chômage classique auront rendu un fier service aux économistes. De par le statut de celui-ci, les résultats auxquels il parvient semblent légitimer à la fois l'approche des économistes d'allégeance keynésienne et celle des économistes néoclassiques prônant un retour à l'analyse pré-keynésienne. Malinvaud réussit ainsi à «expliquer le regain d'intérêt pour certaines conceptions anciennes à propos de la politique économique qui serait le mieux susceptible de restaurer le plein emploi» [1980, p. 34]. Du même coup, il réaffirme la valeur de la théorie keynésienne «qui n'est pas inexacte, comme le prétendent les esprits en mal d'originalité, mais [qui] est incomplète» [1978, p. 91]. Plus récemment, E. Malinvaud a développé diverses constructions, notamment la notion de profitabilité, autour de son modèle de base de 1977. Mais c'est fondamentalement ce dernier que nous allons discuter puisque, de l'existence des propositions qui y sont avancées dépend la pertinence des constructions ultérieures et des débats de politique économique.

De nombreux et éminents économistes se sont déjà penchés sur le modèle proposé par E. Malinvaud en 1977. Pour adopter une méthodologie très rudimentaire, ce modèle peut être considéré de l'extérieur ou de l'intérieur. Je ne vais pas faire de critiques externes.

---

\* Je veux remercier pour leurs nombreux commentaires les professeurs Jacques Henry, Serge Coulombe (tous deux de l'Université d'Ottawa) et Alain Parquiez (Université de Besançon), ainsi que les lecteurs anonymes de la revue. On ne peut présumer de leur accord pour aucune des affirmations du texte.

Par exemple, K. et W. Hildenbrand [1978], comme le note Malinvaud [1980] lui-même dans la préface à l'édition française de son livre de 1977. Voir aussi les travaux colligés par P.-Y. Hémin.

Je vais supposer que la méthode adoptée par E. Malinvaud est la bonne. C'est la critique interne. A partir de là deux approches sont encore possibles. Certains ont cherché à approfondir le modèle proposé, en vérifiant jusqu'à quel point il pouvait être généralisé. D'autres ont tenté de simplifier le modèle de Malinvaud afin d'en faire ressortir ce qui leur semble être les éléments essentiels<sup>2</sup>. C'est vers ce deuxième type d'études que s'oriente cet article. Cette orientation peut paraître quelque peu superflue ou paradoxale. En effet, le modèle de Malinvaud constitue déjà une simplification des propositions avancées par «l'école du déséquilibre» dans un cadre général<sup>3</sup>. En fait, Malinvaud n'ose même pas qualifier son étude de modèle; il préfère le terme de «prototypé» [1980, p. 21]. Mais c'est justement cette schématisation préalable qui justifie, à mon avis, un effort supplémentaire en ce sens. Malinvaud a rédigé un essai qui est à la fois synthétique et pédagogique. Mais il est possible de présenter tous les plus importants de ses concepts d'une façon encore plus compréhensible, en se référant aux propriétés usuelles des modèles macro-économiques élémentaires. Ceci va nous permettre de juger de l'originalité ultime de la contribution de Malinvaud.

Pour ce faire, dans la première partie, je passerai en revue certains des principaux éléments de son analyse. Ceci nous permettra, dans la seconde partie, de construire un double modèle de chômage selon les instructions précisément laissées par celui-ci. Dans la troisième partie, nous reprendrons ce double modèle en tenant compte des critiques qui auront été émises dans la première partie. Nous verrons d'une part que les concepts essentiels dérivés par E. Malinvaud ne requièrent nullement une approche en termes d'équilibre général, et d'autre part que l'analyse pré-keynésienne ne se trouve partiellement justifiée que parce qu'il incorpore des hypothèses traditionnelles

<sup>2</sup> C'est le cas de R. Kahn [1983] et de B. Schefold [1983]. Le lecteur constatera que l'auteur s'est beaucoup inspiré de ces deux auteurs. Leur critique est aussi partiellement externe.

<sup>3</sup> «Cet ouvrage cherche à faire comprendre la signification et la puissance des constructions théoriques en voie d'élaboration» [Malinvaud, 1980, p. 20]. Le lecteur est référé aux travaux de Benassy, Drèze, Grandmont, Laroque et Younés. Tous ces travaux sont naturellement à relier aux écrits de Patinkin, Clower, Leijonhufvud, Barro et Grossman. Une critique de ce type de constructions a été faite par G. Destanne de Bernis [1975].

les de la théorie néoclassique qui sont (presque) totalement exemptes de fondements empiriques.

Nous concluons en affirmant que le renouveau des thèses du chômage classique s'appuie davantage sur des raisons idéologiques que sur des fondements économiques, et que l'imposition de politiques d'austérité n'est aucunement justifiée dans le cadre de nos économies contemporaines.

## 1.

### LES ÉLÉMENTS DE BASE DU PROTOTYPE

Notons tout d'abord ce qu'est le prototype du *Réexamen*. Il s'agit «d'une démarche en termes d'équilibre général, mais qui fait appel à un concept d'équilibre particulier» [Malinvaud, 1980, p. 11]. Les agents consommateurs y sont en effet désagrégés. Les agents producteurs eux sont agrégés. Mais ce n'est pas là-dessus que nous allons nous attarder.

Nous allons passer en revue la typologie des divers équilibres, en particulier la distinction entre chômage classique et keynésien. Nous nous pencherons ensuite sur les raisons de la fixité des prix et des salaires. Nous terminerons en analysant l'hypothèse des rendements décroissants, d'abord en liaison avec la fonction de demande de travail, puis en relation avec les notions de pleine capacité et de capacité excédentaire.

#### 1.1. Chômage keynésien et chômage classique

Dans le cadre des économies à prix flexibles, les théories néoclassiques élémentaires prédisent généralement que le chômage est la résultante de salaires (réels) trop élevés, lesquels sont dus à des imperfections ou des contraintes surtout institutionnelles (syndicats, législation du salaire minimum, etc.). Comme pour tous les marchés, s'il existe un prix-plancher supérieur au prix d'équilibre, l'offre excède la demande. Sur le marché du travail, il y a chômage. Pour diminuer celui-ci, il faudrait *diminuer* le salaire réel. C'est le cas du

chômage dit classique. Augmenter la demande autonome ne servirait à rien.

Pour les keynésiens traditionnels, le chômage est dû à une insuffisance de la demande globale. Pour accroître l'emploi, il suffit donc d'accroître celle-ci. Ceci peut se faire principalement de deux façons : en accroissant la demande autonome, par exemple les dépenses publiques ou d'immobilisation ; en provoquant l'accroissement de la consommation, par l'abaissement des taxes personnelles ou le *relèvement* du salaire réel. Les keynésiens «fondamentalistes» ont une vision légèrement différente du chômage. Celui-ci serait dû à des *esprits animaux* déficients, autrement dit au manque d'optimisme des entrepreneurs. La demande globale est insuffisante parce que les entrepreneurs craignent de produire et d'investir [Barrère, 1983, p. 331]. Quoi qu'il en soit, la solution au chômage est identique : il faut accroître la demande autonome ou le pouvoir d'achat des ménages.

Entre ces deux visions du chômage, la vision dite classique et la vision dite keynésienne, il y a donc opposition à la fois dans le diagnostic et le remède. Malinvaud réussit à réconcilier les deux dans le même modèle. Voyons tout d'abord quelle typologie il propose à partir du marché des biens (agrégé) et du marché du travail.

Tableau 1

|                   |                 | Marché des biens                     |                                      |
|-------------------|-----------------|--------------------------------------|--------------------------------------|
|                   |                 | offre > demande                      | offre = demande                      |
| Marché du travail | offre > demande | chômage keynésien                    | <i>Théorie générale</i> de Keynes    |
|                   | offre = demande | plein emploi avec déflation contenue | équilibre walrassien                 |
|                   | offre < demande | plein emploi avec inflation contenue | plein emploi avec inflation contenue |

Pour interpréter le tableau I, un avertissement est nécessaire. Les mots offre et demande sont ici utilisés dans un sens très particulier. Il s'agit de l'offre et de la demande *notionnelles*. Dans le cas du mar-

ché du travail, il s'agit de la demande de travail comparable avec la maximisation des profits, en tenant uniquement compte des conditions de production, en ignorant la contrainte des ventes. Il en va de même pour le marché des biens où l'offre de biens représente la valeur de la production qui maximiserait les profits si tout était automatiquement vendu.

Selon le tableau I, on peut caractériser neuf régimes possibles [Malinvaud, 1982, p. 62]. Chômage keynésien et chômage classique se distinguent par le fait que, dans le premier cas, les entrepreneurs ne parviennent pas à écouler tout ce qu'ils désireraient produire, tandis que dans le second cas la production ne peut répondre à la demande. Ainsi, dans le premier cas, le chômage est régi par le principe de la demande effective. Les entreprises n'engagent pas d'avantage de travailleurs parce que, à données exogènes constantes, elles ne pourraient pas vendre l'accroissement de production. Le second cas est bien différent. Les entreprises vendent tout ce qu'elles produisent. Alors pourquoi ne souhaitent-elles pas produire plus ? La réponse est très simple : la vente de la production supplémentaire entraînerait une baisse des profits réalisés. Il n'est donc pas avantageux pour les entreprises d'accroître l'emploi ou la production.

Le cas où l'offre et la demande de biens sont égales est relevé par E. Malinvaud [1980, pp. 72, 116, 132]. Selon celui-ci, l'analyse de Keynes, si on veut la rendre cohérente, doit juxtaposer à l'hypothèse d'un taux de salaire nominal fixe l'hypothèse de prix flexibles sur le marché des biens. La raison en est l'acceptation par Keynes de ce qu'il appelle le premier postulat classique de l'emploi, lequel affirme que le taux de salaire réel égale toujours la productivité marginale de l'emploi [1973, p. 5]. Dans le cas du chômage dit keynésien, ceci ne peut être vrai que si les prix des biens sont suffisamment flexibles pour toujours permettre l'adéquation de la demande à l'offre sur le marché des biens.

Quelques autres cas peuvent être discutés. Lorsque tous les marchés sont équilibrés, comme dans un modèle traditionnel à prix flexibles, l'équilibre est dit walrassien. C'est habituellement le point de référence des analyses. Lorsque le marché du travail est équilibré, mais que le marché des biens est déséquilibré, il y a plein emploi avec respectivement déflation contenue et inflation contenue. La stabilité de ces états est plus ou moins assurée selon la réaction des entreprises

face aux variations de leurs stocks et selon le degré de rigidité des prix. C'est ce que nous allons maintenant discuter.

## 1.2. La fixité des prix et des salaires

La caractéristique principale du modèle de Malinvaud et de ceux de «l'école du déséquilibre», c'est la fixité des prix et des salaires malgré l'inadéquation de l'offre à la demande. Dans la version originale de 1977 de son ouvrage, E. Malinvaud semble présenter son analyse à prix et salaires *fixes* de façon très défensive. Comme il le reconnaît dans sa préface à l'édition française, son livre donne parfois l'impression que «l'évolution économique est bien décrite dans ses grandes tendances par les théories de la croissance qui supposent les prix parfaitement flexibles» [1980, p. 18], comme dans les modèles de croissance à la Robert Solow. Ainsi la théorie des prix fixes, si elles est adéquate, ne le serait que pour l'étude des phénomènes de courte période, «la micro-économie habituelle montrant qu'il existe un équilibre classique de plein emploi» [1982, p. 59]. Ulérieurement, E. Malinvaud adopte une attitude beaucoup plus agressive: les phénomènes de rationnement dus à l'inégalité de l'offre et de la demande peuvent créer des processus cumulatifs remettant en cause les modèles de fluctuations conjoncturelles et de croissance traditionnels [1980, p. 20].

Pour défendre son hypothèse de prix et de salaire fixes, E. Malinvaud s'appuie principalement sur les «faits», c'est-à-dire les résultats des études économétriques [1980, p. 46]. Bien qu'il ait aussi justifié ses prix rigides par la rationalité du comportement des agents en état d'incertitude, certains critiques néoclassiques de ce type d'hypothèse considèrent que le postulat des prix flexibles est plus adéquat à l'étude des économies contemporaines. Malinvaud s'est donc cru forcé de redéfinir les raisons justifiant une analyse en termes de prix et de salaires fixes (ou exogènes), ne dépendant pas de la confrontation entre offre et demande.

Pour ce faire, E. Malinvaud reconnaît qu'un fait d'observation n'est pas suffisant: il faut pouvoir en donner une explication. Malinvaud en avance fondamentalement trois: premièrement, les relations contractuelles, dues principalement aux coûts d'information et déri-

vées du comportement rationnel des agents, comme déjà relevé; deuxièmement, l'imperfection de la concurrence; troisièmement, le comportement stratégique des entreprises, relié aux deux causes précédentes, et dont pour exemple on peut citer la courbe de demande courbée oligopolistique de Paul Sweezy.

Associer l'existence des prix rigides à celle de structures non-concurrentielles est un argument devenu extrêmement courant. Selon Arthur Okun [1981, p. 175] cependant, la rigidité du mark-up est un phénomène tellement généralisé qu'on ne peut l'attribuer aux oligopoles. Comme l'a fait remarquer J.A. Clifton [1983, p. 24], le «père» de la théorie des prix administrés, Gardiner Means, n'associait pas les prix rigides au manque de concurrence. Pour Means [1936, p. 35], les prix administrés résultent des conditions technologiques de production modernes. Aussi, selon Clifton, les prix administrés sont des prix normaux qui permettent à la maison-mère de juger de la rentabilité financière de ses diverses filiales. Si les prix sont rigides, ce n'est pas à cause du pouvoir oligopolistique, mais parce que les coûts variables standards, à partir desquels sont calculées les marges, sont constants ou même parfois décroissants [Kahn, 1983, p. 224]. Autrement, les prix seraient flexibles.

## 1.3. L'hypothèse des rendements décroissants

Ceci nous amène à parler de l'hypothèse des rendements posée par E. Malinvaud. Bien que celui-ci n'indique pas explicitement que telle est son hypothèse, la façon dont le secteur productif est construit (comme il sera précisé à la sous-partie 2.1) ne laisse aucune place pour une autre formulation. Les entreprises, en effet, sont regroupées au sein d'une seule variable. Malinvaud ne décrit qu'un seul secteur, celui des biens de consommation, et il suppose que «la répartition du travail et la distribution des ventes entre les entreprises sont efficaces». Ainsi, «une identification précise des entreprises n'est plus nécessaire, puisque l'équipement le plus productif sera utilisé en premier, indépendamment des entreprises qui l'emploient» [1980, p. 96]. Par hypothèse, chaque entreprise ouverte fonctionne toujours à pleine capacité. Le secteur productif est ainsi ramené à une fonction de production agrégée où toutes les entreprises sont identiques et où la technologie est convexe [Malinvaud, 1980, p. 95, n. 12]. Ici, E. Malinvaud ne se réfère à aucun fait économétrique.

Il est vrai qu'à l'époque de la *Théorie générale* Keynes lui-même considérait « les rendements décroissants physiques de courte période comme l'une des seules propositions irrefutables » en économie [1973a, p. 190]. Les auteurs de la synthèse néoclassique, tout comme certains économistes keynésiens « fondamentalistes », pensent de même aujourd'hui<sup>4</sup>. Mais tous ceux-ci ne peuvent invoquer l'excuse de Keynes, à savoir qu'il n'était guère intéressé par la micro-économie. Par la suite (en 1939), Keynes fait d'ailleurs amende honorable et reconnaît qu'en général, c'est-à-dire lorsque le niveau de production est bien *en-deçà du point de pleine capacité*, les coûts marginaux ne sont pas croissants. Il en déduit que les entreprises fixeront alors leurs prix selon des considérations axées sur le long terme. Tant que ces considérations ne sont pas modifiées, et tant que la courbe de coût variable ne s'est pas déplacée, il n'y a aucune raison de modifier les prix [1973, pp. 405-407]<sup>5</sup>.

De cette discussion, Keynes ne tire malheureusement aucune conclusion quant à la validité du premier postulat classique. Or, c'est grâce aux rendements décroissants que Malinvaud peut déployer, autour de ce premier postulat, les outils habituels de la maximisation sous contrainte. Tout ceci est très conventionnel et réconfortant pour les tenants des théories de la répartition fondées sur la rareté puisqu'à un salaire réel plus élevé correspondra une demande de travail plus faible.

<sup>4</sup> Dans le premier cas, il s'agit des auteurs des manuels; dans le second, on pense à P. Davidson et D. Smolensky [1964, pp. 119-120]. Keynes lui-même attribue l'existence de coûts croissants à l'hétérogénéité de la force de travail [1973, p. 42]. Malinvaud invoque un argument similaire puisqu'il se réfère à l'hétérogénéité des entreprises. On peut aussi se référer à l'hétérogénéité due aux différentes générations de machines, comme le fait A. Bhaduri [1983]. Dans le fond, ces auteurs s'appuient sur la notion de marge dite *extensive*, introduite par Ricardo dans sa discussion de la rente et des terres de fertilité différenciées.

<sup>5</sup> D'ailleurs, dès 1930, on trouve chez Keynes des passages où il remet en cause la théorie traditionnelle de l'entreprise: « Il arrive un moment où les propriétaires du capital, c'est-à-dire les actionnaires, sont presque totalement dissociés des hommes qui dirigent et gèrent l'affaire... Quand ce stade est atteint, le personnel de direction et de gestion attache plus d'importance à la stabilité générale de l'entreprise et à sa réputation qu'au maximum de bénéfices à distribuer aux actionnaires » [Keynes, 1971, pp. 119-120].

#### 1.4. Pleine capacité ou capacité excédentaire

Comme Keynes l'avait compris en 1939, les rendements décroissants sont reliés aux taux d'utilisation de la capacité. La question qui vient immédiatement à l'esprit concerne l'existence concrète d'une capacité excédentaire. Existe-t-il vraiment des réserves oisives de capacité dans nos économies? La question est importante puisque de sa réponse dépend le choix du modèle explicatif le plus pertinent. Malinvaud affirme ses propres hypothèses lorsqu'il rapporte qu'à la question: « De combien pourriez-vous augmenter votre production avec le matériel dont vous disposez si vous embauchiez du personnel supplémentaire? », les entrepreneurs français ont indiqué des taux variant entre 14% et 28% entre 1964 et 1982 [Malinvaud, 1983, p. 204]. Ceci est comparable aux taux d'utilisation moyens de la capacité qui, aux Etats-Unis comme au Canada, se situaient entre 67% et 83% pendant les années soixante-dix et au début des années quatre-vingt<sup>6</sup>.

Ainsi qu'il a déjà été relevé, dans des travaux plus récents E. Malinvaud [1983] a imputé le chômage contemporain au manque de capacités productives, se basant sur le fait que les taux d'utilisation de la capacité en France n'avaient guère diminué en période de chômage en comparaison des taux régissant les périodes d'expansion [1982, p. 2]. Il faut croire que Malinvaud présume qu'en période d'expansion la croissance de l'output est limitée par la capacité productive (l'offre). Cet argument ne tient cependant pas compte de la rationalité concrète des entreprises. La surcapacité n'est pas un phénomène anormal. Les entreprises préfèrent conserver une réserve de capacité afin de pouvoir faire face à tout accroissement imprévu de la demande, immédiatement et sans hausse de coût et de prix, évitant ainsi de perdre leur part du marché. C'est un phénomène permanent. « Les raisons de maintenir la capacité au-delà de la production... ces raisons étant de rester en position d'exploiter toute chance d'accroître l'empire de ses ventes, opèrent tout aussi puissamment en période de plein emploi qu'en des périodes autres » [Kaldor, 1970, p. 97]. Dans un monde d'information imparfaite, les

<sup>6</sup> Voir les *Principaux indicateurs économiques* de l'OCDE.

entreprises feront en sorte d'accroître la production et la capacité au même rythme, mais toujours avec le niveau de la seconde supérieure au niveau de la première. Cette rationalité concrète n'est aucunement différente de celle qui justifie la notion de profitabilité [Malinvaud, 1983, p. 233].

Naturellement, il est possible que les capacités de production oisives ne soient plus concurrentielles (à cause des produits étrangers) ou qu'elles ne répondent plus à la nouvelle structure de la demande. On ne peut alors utiliser la simple dichotomie entre chômage classique et chômage keynésien. Le premier cas ne peut certes pas être invoqué dans un monde où tous les pays industriels souffrent du chômage. Le second cas est un problème d'ordre structurel, qui peut aussi affecter la segmentation et la composition de la main d'œuvre, qui est fort complexe, et dont on ne pourra tenir compte ici (mais voir Malinvaud [1984, p. 41; 1982, pp. 81-97]).

En courte période, on peut cependant s'en tenir à la réalité des capacités oisives. De plus, des coûts moyens décroissants combinés à des coûts marginaux constants, du moins dans le secteur manufacturier, ont depuis longtemps été établis<sup>7</sup>. Ces faits statistiques, combinés aux réserves de capacité productive, justifient largement la critique d'un modèle dont les résultats dépendraient des hypothèses inverses.

Nous verrons justement que les résultats obtenus par E. Malinvaud requièrent l'hypothèse des rendements décroissants. Paradoxalement, les résultats de son modèle à prix fixes ne pourraient donc être valables que dans une économie où les prix seraient flexibles. La contradiction mérite d'être soulignée. S'il existe des prix rigides ou administrés, c'est justement parce que chaque entreprise conserve généralement des réserves de capacité. Le modèle de Malinvaud, avec rendements décroissants et absence de capacité excédentaire, est donc contraire à la conjonction des faits et de la théorie des prix rigides.

<sup>7</sup> Voir A. Eichner [1982, p. 229] et le fameux ouvrage de J. Johnston [1960, pp. 136-148]. Plus récemment, voir l'étude de M.C. Sawyer *et al.* [1982].

## 2.

## LE PROTOTYPE DANS UN CADRE TRADITIONNEL

Nous allons maintenant présenter une version modifiée, simplifiée, du modèle de Malinvaud, laquelle va nous permettre de retrouver tous les différents équilibres identifiés par celui-ci.

## 2.1. La fonction de production à prix et salaire uniques

Notre cadre de référence est très légèrement différent de celui de Malinvaud. Comme lui, nous n'allons considérer que l'emploi dans le secteur des biens de consommation, en supposant que l'emploi dans le secteur investissement ou dans le secteur public est fixé de façon exogène au modèle<sup>8</sup>. Nous allons supposer que la demande pour les biens de consommation a deux composantes. Il y a d'abord une composante fixe en termes réels, comme dans le propre modèle de Malinvaud [1980, p. 99]. Nous appellerons  $g$  cette composante réelle, et donc sa valeur en termes nominaux sera  $G = P_0g$ , avec  $P_0$  l'indice des prix dans le secteur des biens de consommation. La seconde composante est constituée par les salaires versés dans le secteur consommation. On peut dire que la première composante représente la consommation sur les salaires du secteur investissement, sur les dividendes distribués (que Malinvaud [1977, p. 39] suppose indépendants du niveau d'output) et sur les transferts du gouvernement, ainsi que la demande de biens et services du gouvernement<sup>9</sup>. Par rap-

<sup>8</sup> Ceci pose un problème puisque les variations du salaire réel devraient affecter l'offre de biens d'investissement et l'emploi de ce secteur, si celui-ci maximise ses profits. Comme le souligne A. Bhaduri [1983], E. Malinvaud omet ce problème. Cette omission, à elle seule, remet en cause la typologie proposée par ce dernier. En effet, à une offre excédentaire de biens de consommation peut correspondre un salaire trop élevé ou un salaire trop faible. Bhaduri le montre, même en conservant l'hypothèse des rendements décroissants (qui sont dus à l'utilisation des générations de machines les plus efficaces).

<sup>9</sup> Pour éviter le problème mentionné à la note précédente, on pourrait supposer que les salaires ne changent pas dans le secteur des biens d'investissement. Une autre possibilité, qui apparaît assez raisonnable, est de supposer qu'une partie de la

port au prototype de Malinvaud, une seule modification majeure a été introduite: la consommation des ménages ne dépend plus de fonctions d'utilité<sup>10</sup>. Sous ces conditions, et en appelant  $w$  le taux de salaire nominal et  $L_c$  l'emploi dans le secteur consommation, la demande globale pour les biens de consommation peut s'écrire ainsi:

$$D_c = p_c g + w L_c \quad (1)$$

Il nous faut maintenant identifier la fonction d'offre du secteur des biens de consommation. Celle-ci dépend uniquement du prix  $p_c$ , fixé de façon exogène, et de l'output réel  $q_c$  de ce secteur. On a:

$$Y_c = p_c q_c \quad (2)$$

Tout comme le fait E. Malinvaud [1980, p. 96], nous allons supposer que l'output est fonction de l'emploi, hypothèse tout à fait habituelle en courte période. Sa fonction de production prototype s'écrit, avec nos notations et a étant un paramètre:

$$q_c = [(1 + 2aL_c)^{1/2} - 1] / a \quad (3)$$

On constate que cette fonction présente toutes les propriétés usuelles des fonctions de production néoclassiques agrégées. Lorsque l'emploi est nul, l'output est nul; la première dérivée est positive, tandis que la seconde dérivée est négative pour toutes les valeurs positives de  $L_c$ . A cette fonction de production sont donc associés des *rendements décroissants*. Il n'y a aucune différence mathématique entre la présentation de Malinvaud et la fonction de production traditionnelle. Selon les notations habituelles, nous pouvons écrire:

consommation est fixée en termes réels (pouvoir d'achat indexé selon l'indice des prix à la consommation, etc.). Aucun résultat n'est vraiment modifié si l'on incorpore explicitement les salaires du secteur investissement dans la fonction de consommation, du moins tant que l'investissement reste exogène.

<sup>10</sup> Celles-ci incorporent la consommation, le loisir et l'encaisse réelle (mais pas les dépenses gouvernementales). On supprime donc le rôle que pouvait jouer cette dernière. A mon avis, omettre l'effet Pigou n'est guère dramatique quand on sait que l'effet Fisher est systématiquement ignoré («En revanche, le comportement des firmes ne dépend pas explicitement de leurs dettes» [Malinvaud, 1983, p. 44]).

$$q_c = f(L_c) \quad (4)$$

$$f'(L_c) > 0 \quad (4')$$

$$f''(L_c) < 0 \quad (4'')$$

La question est maintenant de savoir quel emploi vont offrir les firmes. On suppose que chacune cherche à maximiser ses profits, si bien que comme chez E. Malinvaud, elles voudraient fixer l'emploi de façon telle que l'écart entre la valeur de l'offre  $p_c q_c$  et les coûts en salaires  $w L_c$  soient maximisés, c'est-à-dire en égalisant le salaire réel  $w/p_c$  au produit physique marginal du travail  $f'(L_c)$ . Les profits sont définis par:

$$\pi = p_c q_c - w L_c \quad (5)$$

Maximiser les profits se fait selon la procédure habituelle:

$$d\pi/dL_c = 0 \quad (6)$$

On obtient, comme à l'accoutumée:

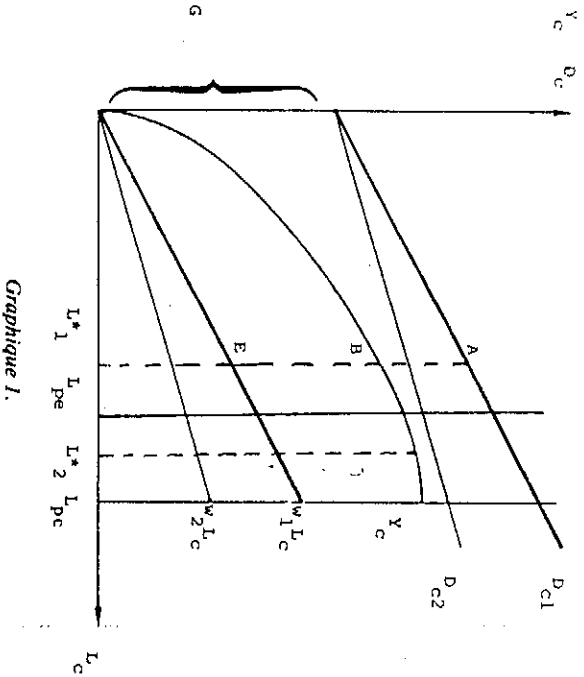
$$f'(L_c) = w/p_c \quad (7)$$

Dans les écrits des économistes du déséquilibre, l'équation (7) représente la *demande notionnelle de travail*. Connaissant le prix, le taux de salaire et la fonction de production, il est possible de déterminer la demande de travail des entreprises qui maximisent leurs profits. Engager davantage de travailleurs entraînerait une baisse des profits, même s'il était possible d'augmenter les ventes. Ceci est évidemment dû à l'hypothèse des rendements décroissants. Les profits seraient aussi en baisse si les entrepreneurs embauchaient moins de travailleurs.

Les entrepreneurs subissent cependant une contrainte supplémentaire, celle que les économistes du déséquilibre appellent la *contrainte de la demande effective*. Les entrepreneurs doivent pouvoir vendre ce qu'ils désirent produire. Cette contrainte nous est donnée par l'équation (1). Les entrepreneurs doivent en tenir compte dans leurs décisions d'emploi. Plus simplement, on peut dire qu'il s'agit là de la *contrainte de réalisation*. Les profits incorporés dans les prix doivent maintenant être réalisés. Nous utiliserons cependant

pour la notion de *contrainte de demande réalisée* le terme de *demande effective* adopté par les auteurs orthodoxes.

Il est maintenant temps d'observer graphiquement comment s'interprètent ces deux décisions et comment elles s'intègrent à la typologie proposée par Malinvaud. Les graphiques qui suivent s'inspirent de ceux présentés par Edward Nell [1978]. Au moins cinq cas sont possibles. Dans tous les cas, on a supposé que la capacité (désignée par  $L_{pc}$ ) n'exercerait pas une véritable contrainte.



Graphique 1.

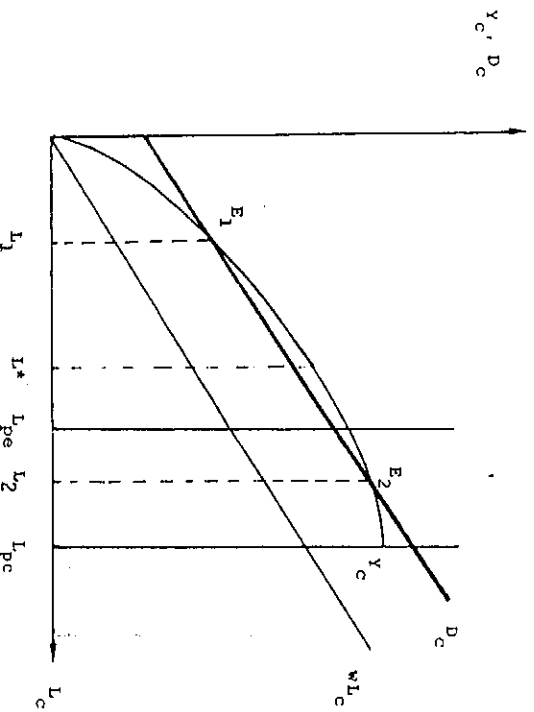
Sur le graphique 1, au taux de salaire  $w_1$ , la demande globale ( $D_{c1}$ ) est plus grande que l'offre globale (l'écart est donné par la distance AB), et pourtant il y a sous-emploi. C'est le cas du *chômage classique* présenté par E. Malinvaud. Aux prix fixés en début de période, produire plus ou offrir plus d'emplois entraînerait une baisse des profits. Ceux-ci sont mesurés par la distance verticale entre la valeur de l'output  $Y_c$  et les coûts en salaires  $w_1 L_c$ . Ils sont égaux à BE au point d'emploi le plus profitable  $L_1^*$  (là où la dérivée de  $Y_c$  égale  $w_1$ ).

Pour qu'il y ait plein emploi, il faudrait que la demande notionnelle soit telle que l'emploi  $L_{pe}$  soit offert dans le secteur consommateur. Pour ce faire, il suffirait d'abaisser suffisamment le taux de salaire, jusqu'au niveau  $w_2$  par exemple. A ce salaire réel plus faible, on retrouve le cas du plein emploi avec inflation contenue. En effet, la demande notionnelle de travail des entreprises serait alors  $L_2^*$ , laquelle surpasse l'offre de travail disponible  $L_{pe}$ , alors que la demande globale  $D_{c2}$  surpasse toujours l'offre globale. Malinvaud dit alors que les entreprises sont rationnées sur le marché du travail (elles voudraient engager plus que les  $L_{pe}$  travailleurs disponibles), tandis que les ménages sont rationnés sur le marché des biens (ils désireraient en consommer davantage). Ce qu'il importe de noter, c'est que dans le cas du chômage classique, avec le taux de salaire à  $w_1$ , une augmentation de la demande effective serait inutile. Seule une baisse du salaire réel peut accroître l'emploi. On retrouve là les deux propositions majeures des économistes prônant des politiques économiques anti-keynésiennes.

Cependant, comme le reconnaît E. Malinvaud [1980, p. 152; 1982, p. 91], et comme le souligne R. Kahn [1983, p. 221], ces deux cas sont *a priori* peu probables. Même si les salaires ne sont pas flexibles à la baisse, l'excès de demande sur le marché des biens devrait finir par entraîner une hausse du prix des biens de consommation. Ainsi l'offre globale devrait augmenter, épongeant d'une part la demande excédentaire et diminuant d'autre part le taux de salaire réel pour accroître l'emploi. Ainsi, chômage classique et inflation contenue ne pourraient être que des états transitoires. On peut cependant imaginer un processus rétablissant la permanence de l'état de chômage classique: en imposant au salaire horaire un taux de croissance fixé de façon exogène par des rigidités institutionnelles [Malinvaud, 1982, p. 92].

Le troisième cas est illustré par le graphique 2. Il s'agit du cas de *chômage keynésien*. Les entreprises, si elles ne tenaient compte que de la demande notionnelle, voudraient offrir l'emploi  $L^*$ . Mais à ce niveau d'emploi, la demande globale pour les biens de consommation est inférieure à l'offre globale. Les profits maximaux notionnels ne sont pas réalisés. L'entreprise est contrainte par la demande effective. Comme on peut le voir sur le graphique 2, il existe deux points  $E_1$  et  $E_2$  pour lesquels l'offre et la demande globales sont égales.

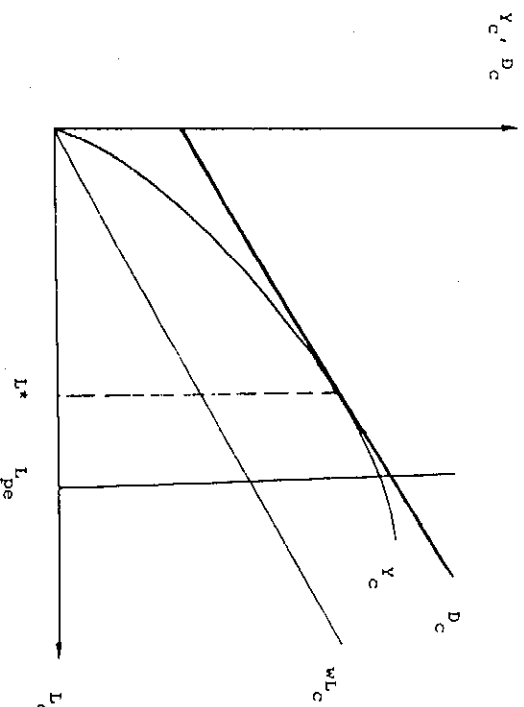




Graphique 2

Indépendamment du fait que  $E_2$  se situe à un niveau supérieur à celui du plein emploi et qui donc ne pourrait être atteint, on voit que seul  $E_1$  est un point d'équilibre stable du système puisque les entreprises, si elles ont initialement fixé l'emploi  $L^*$ , devraient progressivement diminuer leur production afin de pouvoir écouler leur production. De plus, si l'emploi était par hasard fixé à un niveau inférieur à  $L_1$ , l'excès de la demande de biens sur l'offre de biens encouragerait les entreprises à revenir à un emploi  $L_1$ . En  $E_2$  au contraire, toute divergence du niveau d'emploi d'équilibre  $L_2$  provoquerait un éloignement de la position d'équilibre.

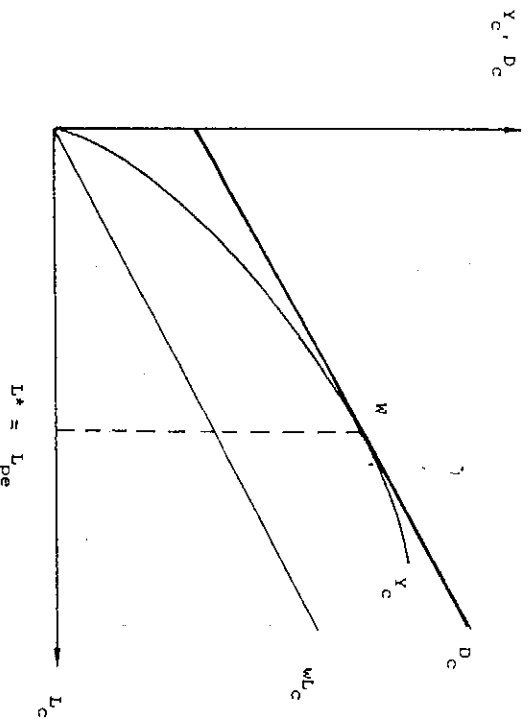
Il est aisé de constater qu'une hausse des dépenses autonomes (élévation du point d'intersection de la demande globale  $D_c$  avec l'axe des ordonnées) ou une hausse du taux de salaire (accroissement de la pente de la droite de demande globale) permettrait une diminution du chômage. Le problème de la société capitaliste, comme le souligne E. Malinvaud [1980, p. 153], c'est qu'il est peu probable qu'une telle hausse du salaire se fasse de façon automatique avec les institutions économiques existantes. Il y a en effet excès d'offre à la fois sur les marchés du travail et des biens. Cette déficience de la



Graphique 3

demande conduit généralement à une constance des prix et des salaires, ceux-ci et ceux-là étant rigides à la baisse. La position de chômage keynésien  $E_1$  est à la fois stable et non-transitoire. La suppression du chômage keynésien requiert donc une intervention extérieure, ce qui est tout à fait conforme aux politiques keynésiennes traditionnelles.

Le graphique 3 représente le cas particulier du chômage de la *Théorie générale*, tel que discuté à la section 1.1. La flexibilité des prix assure l'égalité de l'offre et de la demande de biens, mais pas celle de l'offre et de la demande de travail. Quant au graphique 4, il illustre l'équilibre walrassien. Il est à noter que cet équilibre est stable. Un niveau d'emploi légèrement inférieur au niveau d'équilibre  $L^*$  inciterait les entreprises à augmenter celui-ci puisque la demande de biens surpasserait l'offre. La question qui se pose reste cependant la suivante: comment à partir d'une position arbitraire l'économie peut-elle se rapprocher de la situation décrite par le graphique 4?



Graphique 4.

## 2.2. La fonction de production et la courbe IS post-keynésienne<sup>11</sup>

Ayant présenté la typologie de Malinvaud dans le cadre familier de la fonction de production, il va maintenant être plus aisé de comprendre une présentation moins usuelle. Il s'agit en fait de reprendre les conclusions tirées des précédents graphiques, mais en identifiant celles-ci sur un seul graphique pour les taux de salaire possibles.

Pour ce faire, comme précédemment, il nous faudra considérer les deux contraintes auxquelles font face les entreprises. La première est la contrainte de maximisation du profit que se donnent les entreprises, les conditions techniques de production et les prix étant donnés. La seconde est la contrainte de réalisation du profit, autrement dit la contrainte de la demande effective. Nous avons déjà vu que la première contrainte pouvait s'écrire sous la forme de l'équation (7). Il s'agit de la *demande notionnelle de travail*:

$$w/p_c = f'(L_c) \quad (7)$$

La seconde contrainte requiert l'égalité de la demande de biens, qui nous est donnée par l'équation (1), avec l'offre de biens, c'est-à-dire l'équation (2):

$$p_c g + wL_c = p_c q_c \quad (8)$$

De cette équation, et de l'équation (4), on obtient le salaire réel compatible macro-économiquement avec l'emploi existant. C'est la contrainte de la *demande effective*. Autrement dit, c'est l'ensemble des combinaisons d'emploi (ou d'output) qui sont compatibles avec l'équilibre sur le marché des biens:

$$w/p_c = [f(L_c) - g] / L_c \quad (9)$$

Quelle est la forme de la courbe donnée par l'équation (9)? Pour le voir, il suffit d'en prendre la dérivée par rapport au travail. On a:

$$d(w/p_c)/dL_c = [f''(L_c) \cdot L_c - f(L_c) + g] / L_c^2 \quad (10)$$

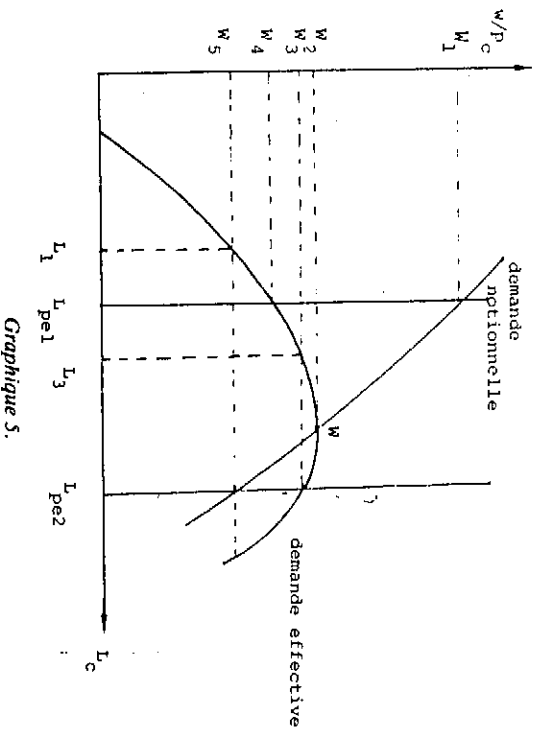
On note que cette dérivée s'annule quand:

$$f'(L_c) = [f(L_c) - g] / L_c \quad (11)$$

Autrement dit, la contrainte de la demande effective atteint une valeur extrême lorsque sa courbe coupe la courbe représentant la demande notionnelle de travail (l'équation (7)). Nous connaissons déjà la forme de cette dernière. Il s'agit d'une relation décroissante puisqu'il existe des rendements décroissants, comme indiqué par l'équation (4''). Il nous est maintenant possible de représenter visuellement ces deux contraintes, comme il est fait sur le graphique 5.

La première contrainte, donnée par l'équation (7), est la fonction de demande notionnelle de travail, autrement dit la contrainte de maximisation du profit. Puisqu'il est postulé que les entreprises cherchent à maximiser leurs profits, il suit que les entreprises se situent le long de cette courbe de demande notionnelle, fixant le niveau d'emploi  $L_c$  selon le salaire réel  $w/p_c$ , ce dernier étant fixé de façon exogène au modèle. Quant à la seconde contrainte, celle de la demande effective, donnée par l'équation (9), sa courbe divise le

<sup>11</sup> L'expression est de J.L. Yellen [1980, p. 16].



Graphique 5.

plan salaire réel/emploi en trois régions. Le long de la courbe de demande effective, les ventes égalent la production. Au-dessus de cette courbe, la demande de biens de consommation est excédentaire; au-dessous, la demande est déficiente. Dépendant du niveau de l'offre de travail, que nous nommerons  $L_{pe1}$  et  $L_{pe2}$  selon que l'offre de travail est inférieure ou supérieure au niveau délimité par le point  $W$ , il nous est possible de retrouver les cinq régimes identifiés sur les quatre graphiques précédents<sup>12</sup>.

Supposons d'abord que le niveau de plein emploi corresponde à  $L_{pe1}$ . Pour tout niveau de salaire réel supérieur à  $W_1$ , il y a chômage classique avec inflation contenue. En effet; la demande d'emploi est insuffisante malgré une demande de biens excédentaire. Seul un

abaissement du taux de salaire réel permettrait de diminuer le chômage jusqu'à ce que, au taux de salaire réel  $W_1$ , il y ait plein emploi avec inflation réprimée. C'est précisément le cas qui avait été décrit dans la section précédente lors de l'étude du graphique 1. Tant que le taux de salaire réel se situe entre  $W_1$  et  $W_4$ , il y a plein emploi avec inflation contenue.

Le chômage keynésien apparaît lorsque le taux de salaire réel tombe en deçà de  $W_4$ . Au taux  $W_5$  par exemple, les entrepreneurs aimeraient engager  $L_{pe2}$  travailleurs (pour répondre à la norme de maximisation du profit). Mais ceci leur est impossible pour deux raisons. D'abord seuls les travailleurs  $L_{pe1}$  sont disponibles. Les entrepreneurs sont donc «contraints». D'autre part, au salaire  $W_5$  tout niveau d'emploi supérieur à  $L_1$  implique des ventes inférieures à la production, si bien que les entreprises devraient réagir en diminuant leur production et leur demande de travail. Elles devront agir ainsi jusqu'à ce que l'emploi atteigne  $L_1$ . A ce niveau, la contrainte de demande effective est réalisée, les ventes égalent la production. Cette analyse correspond à celle qui avait été faite avec le graphique 2. Au taux  $W_5$ ,  $L_1$  est le seul niveau d'emploi stable. Il est aisé de voir, sur le graphique 5, qu'une augmentation du taux de salaire réel permettrait de résorber le chômage. De plus, il est aisé de voir qu'une augmentation des dépenses autonomes décalerait toute la courbe de contrainte de demande effective vers le bas, et qu'elle permettrait d'accroître l'emploi rentable<sup>13</sup>.

Passons maintenant au cas où  $L_{pe2}$  est le niveau de plein emploi. Il est clair que pour tout taux de salaire réel inférieur à  $W_2$ , l'économie est en état de chômage keynésien. Comme précédemment, au taux  $W_5$  l'emploi ne serait que de  $L_1$ . Si les entreprises persistaient à maximiser leurs profits notionnels et offrir l'emploi  $L_{pe2}$ , il y aurait plein emploi avec déflation contenue, une situation peu réaliste. D'autre part, il y a chômage classique (avec inflation contenue) pour tout niveau de salaire réel supérieur à  $W_2$ . Notons en passant que le niveau de plein emploi  $L_{pe2}$  correspondant au salaire  $W_3$  est un équilibre instable (comme le point  $E_2$  du graphique 2). Si par hasard un

<sup>12</sup> B. Schefold [1983, p. 233] ne considère que l'offre de travail  $L_{pe1}$ ; ce qui le rapproche de Malinvaud. T. Fujimoto et D. Leslie [1983, p. 61] analysent uniquement le cas correspondant à  $L_{pe2}$ . Tous ces auteurs présentent un cadre d'analyse semblable à celui du graphique 5. Cette interprétation graphique de la contrainte de demande effective diffère sensiblement de l'interprétation graphique habituelle des modèles de R. J. Barro et H. L. Grossman [voir Gordon *et al.*, 1984, p. 269], laquelle est très insatisfaisante.

<sup>13</sup> On le voit en prenant la dérivée de l'équation (9) par rapport à  $g$ . On obtient:  $d(w/p) / dg = -1/L_c < 0$

tel emploi était offert, toute diminution temporaire de la production entraînerait l'apparition d'une offre excédentaire, si bien que l'emploi diminuerait jusqu'à  $L_3$ .

Au taux de salaire réel  $W_2$  correspond l'analyse du graphique 3.

Il s'agit de l'analyse du chômage telle qu'elle ressort de la *Théorie générale* de Keynes. Il y a chômage, bien que l'offre et la demande de biens soient équilibrées. On constate bien qu'une baisse du salaire réel, au niveau  $W_3$ , par exemple, ne ferait qu'accroître le chômage puisqu'à ce niveau les entreprises ne pourraient vendre toute leur production, sinon en réduisant l'emploi au niveau  $L_3$ . On note cependant qu'une hausse du taux de salaire réel ne serait guère plus efficace puisqu'elle conduirait immédiatement à une baisse de l'emploi (à cause de la demande notionnelle). En fait, en supposant toujours vérifiée l'égalité entre l'offre et la demande de biens de consommation, une hausse du salaire serait immédiatement accompagnée d'une hausse suffisante des prix. Pour accroître l'emploi, dans le cas décrit par Keynes dans sa *Théorie générale*, il ne reste qu'une possibilité: il faut déplacer vers le bas toute la courbe de contrainte de la demande effective, par exemple en accroissant les dépenses de l'Etat. Keynes était tout à fait logique avec lui-même lorsqu'il prônait la relance par l'investissement public plutôt que la relance par la consommation.

Une dernière situation peut être mentionnée. Supposons que l'offre de travail de plein emploi ne soit ni  $L_{pe1}$  ni  $L_{pe2}$ , mais qu'elle passe par hasard par le point noté  $W$ . Au taux  $W_2$ , il y aurait alors plein emploi avec équilibre du marché des biens. Il s'agit là de l'équilibre walrassien décrit par le graphique 4, tous les marchés étant vidés.

Le lecteur remarquera que tous les régimes distingués par E. Malinvaud dans son modèle «d'équilibre général» ont été retrouvés dans notre modèle élémentaire. Comme E. Malinvaud, nous avons supposé que les prix étaient fixes, que l'emploi dans le secteur investissement était fixe, qu'il existait une composante fixe de la demande réelle, que les rendements étaient décroissants. Par rapport au modèle de Malinvaud, le seul changement a été de supprimer la fonction d'utilité déterminant la consommation de chaque agent. Il faut donc en conclure que celle-ci n'est qu'un élément ornemental de son modèle.

## 3.

## UN PROTOTYPE DANS UN CADRE MODERNE

Nous allons maintenant définir un modèle tout à fait semblable à celui de la section 2, à une exception près. L'hypothèse des rendements décroissants, chère aux théoriciens néoclassiques, va être éliminée. Nous allons voir que ceci porte un coup fatal à la notion de chômage classique de Malinvaud. Celui-ci le reconnaît d'ailleurs implicitement [1983, p. 68].

## 3.1. Des rendements constants

Conservons la même structure que dans la section 2, autrement dit, reprenons telles quelles les équations (1), (2) et (5). Nous allons maintenant modifier la fonction de production de court terme afin d'incorporer une fonction de coût plus conforme à la réalité des grandes entreprises du secteur manufacturier au vingtième siècle.

Dans celles-ci, les coûts marginaux sont généralement constants. Il suit, en incluant les coûts fixes, que les coûts totaux par unité de production sont généralement décroissants. Par *généralement*, on entend que les coûts marginaux sont constants et que les coûts moyens sont décroissants tant que l'entreprise dispose d'une *réserve de capacité*<sup>14</sup>. Dans la suite de cette section, nous supposons que les entreprises sont suffisamment prudentes ou astucieuses pour toujours disposer d'une capacité de production suffisante pour faire face à la demande de la période sans hausse du coût unitaire.

Nous ne parlerons plus de fonction de production, mais plutôt de *fonction d'utilisation* [Nell, 1978, p. 7]. La raison en est la suivante. Traditionnellement, la fonction de production de courte période

<sup>14</sup> Certains auteurs, tels que B. Scheffold [1983], se réfèrent alors à des «rendements croissants». Ceci est à proprement parler incorrect puisque des rendements croissants impliquent des coûts marginaux décroissants. Si l'on veut utiliser l'expression «rendements», il est peut-être préférable ici de parler de «rendements constants (croissants, décroissants) relatifs à l'utilisation de la capacité», comme le fait E. Nell [1978, p. 7].

représente l'infinité de doublets travail/output correspondant à la meilleure technique disponible pour une quantité de capital malléable donnée. Un changement d'output mène à un changement de technique et donc à une modification de la structure du stock de capital. Cette vision est éminemment irréaliste. Dans les faits, la structure industrielle et la capacité de production sont données en courte période. Lorsqu'un changement d'output est requis, c'est le *taux d'utilisation* du système de production existant qui change, et non la technique. La capacité de production existante est utilisée plus ou moins intensément. Il est donc tout à fait possible qu'une utilisation accrue de la capacité permette d'abaisser les coûts moyens ou marginaux (utilisation plus efficace des machines, couverture des frais fixes).

Le modèle qui suit est un modèle standard chez certains post-keynésiens. Il s'inspire des contributions originales de Nicholas Kaldor, Joan Robinson et Michal Kalecki qu'on peut associer à la théorie des prix administrés de Means et aux travaux sur les théories de type «full-cost» ou «mark-up» qui datent des années trente. On trouve une présentation similaire chez Bertram Schefold [1983, p. 241], Bob Rowthorn [1981, p. 3] et Donald Harris [1974] par exemple. L'idée principale est qu'il existe des coûts directs constants par unité de production (qui sont constitués par les salaires des travailleurs employés à la production) et des coûts indirects fixes (les salaires des travailleurs chargés de la gestion des entreprises), lesquels ne dépendent pas du taux d'utilisation de la capacité. En définissant  $L_0$  l'emploi indirect (fixé par des considérations historiques) et  $\lambda$  le travail direct nécessaire par unité d'output, on peut définir les idées qui précèdent de la façon qui suit. L'emploi dans le secteur des biens de consommation est:

$$L_c = L_0 + \lambda q_c \quad (12)$$

La fonction d'utilisation, qui remplace les équations traditionnelles (3) et (4), est la suivante:

$$q_c = (L_c - L_0) / \lambda \quad (13)$$

La dérivée de cette équation par rapport au travail  $L_c$  nous donne la

productivité marginale du travail laquelle est constante par définition:

$$dq_c/dL_c = 1/\lambda \quad (13')$$

La maximisation des profits est problématique. En effet, la combinaison des équations (13) et (5) donne:

$$\pi = [p_c(L_c - L_0) / \lambda] - wL_c \quad (14)$$

On peut voir qu'un niveau minimum de production est requis. Autrement, le secteur des biens de consommation fait des pertes. Pour que les coûts globaux en salaires soient amortis ( $\pi \geq 0$ ), il faut donc que la production décidée corresponde au moins au niveau d'emploi  $L_{min}$  égal à:

$$L_{min} = L_0 / (1 - w\lambda/p_c) \quad (15)$$

La dérivée de l'équation (14) par rapport à  $L_c$  donne:

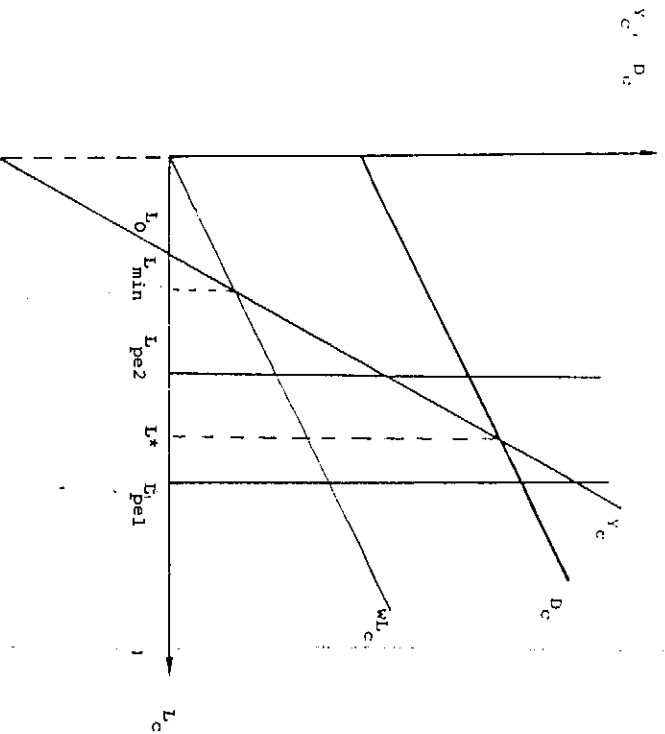
$$d\pi/dL_c = (p_c/\lambda) - w \quad (16)$$

Ainsi, lorsque le salaire réel  $w/p_c$  est égal au produit marginal des travailleurs  $1/\lambda$ , les profits étant négatifs, ce sont les pertes qui sont maximisées. Pourvu que le salaire réel soit inférieur à la productivité marginale du travail, les profits ne cessent de s'accroître avec la production et l'emploi. Au-delà de  $L_{min}$ , les profits sont positifs et il n'y a pas de limite à la demande notionnelle de travail, la capacité de production mise à part. Si l'on omet cette dernière, la véritable contrainte d'un tel système de production est la contrainte de la demande effective<sup>15</sup>. L'existence de la production requiert donc la condition:

$$w/p_c < 1/\lambda \quad (17)$$

Tout ceci peut s'illustrer par le graphique 6. La seule différence notable avec les graphiques 1 à 4, c'est que la fonction d'offre glo-

<sup>15</sup> La production du secteur investissement dans ce cas dépend donc uniquement de la demande de biens d'investissement. L'exogénéité de l'investissement ne pose pas un problème dans ce modèle de court terme (cf. la note 8 ci-dessus).



Graphique 6

bale est maintenant une droite plutôt qu'une courbe. Mais ceci va entraîner un important changement d'analyse. D'abord, si l'emploi est  $L_0$ , la production est nulle. Au-delà de  $L_{min}$ , l'entreprise réalise des profits (la différence entre la droite  $Y_c$  et la droite  $wL_c$ ). L'équilibre entre l'offre ( $Y_c$ ) et la demande ( $D_c$ ) est réalisé au niveau d'emploi  $L^*$ . Il s'agit d'un point d'équilibre stable puisque si les entreprises fixent un niveau d'emploi excessif (à la droite de  $L^*$ ), la production sera supérieure aux ventes, ce qui incitera les entreprises à réduire l'emploi. De même, si l'emploi est inférieur à  $L^*$ , les ventes surpasseront la production, et les entreprises seront incitées à accroître l'emploi.

Si le niveau de plein emploi correspond à  $L_{pe1}$  sur le graphique, le niveau d'emploi  $L^*$  est un équilibre stable de sous-emploi. S'agit-il de chômage keynésien ou de chômage classique? Il est clair que l'emploi n'est restreint que par la demande. Un accroissement des

dépenses autonomes ou une augmentation du taux de salaire permettrait d'accroître l'emploi. Il s'agit donc de chômage keynésien. Salaire réel et emploi sont ici toujours positivement corrélés [Nell, 1978, p. 18]. Si le niveau de plein emploi est  $L_{pe2}$ , le système tendra vers une situation de plein emploi et d'inflation réprimée.

Il ne pourrait y avoir de chômage classique que dans deux situations très hypothétiques. Le premier cas serait celui où l'inéquation (17) ne serait pas respectée. La production serait alors nulle, tout accroissement de celle-ci au-delà de zéro engendrerait des pertes toujours plus lourdes. Une baisse du salaire réel permettrait de rétablir la production et l'emploi. Le second cas serait celui où il n'existerait aucun niveau de production profitable ( $\pi \geq 0$ ) jusqu'au niveau de plein emploi. Ce serait le cas si le niveau de plein emploi était à la gauche de  $L_{min}$ . On peut imaginer que les entreprises n'enregistrant que des pertes, elles finiraient par cesser de produire. Relever les prix, ou abaisser le taux de salaire, permettrait de rétablir la profitabilité et l'emploi. En résumé, avec des coûts moyens décroissants, le concept de chômage classique requiert un capitalisme *sans production* [Schefold, 1983, p. 242]. Ceux qui croient au chômage classique doivent croire à l'effondrement du système capitaliste contemporain.

### 3.2. Emploi, salaire réel, et la part des profits

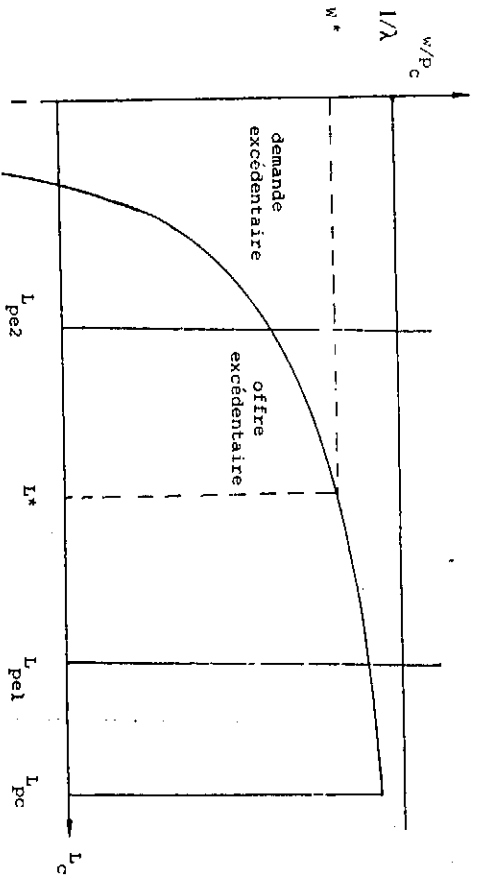
Maintenant, considérons plus explicitement l'égalité de l'offre et de la demande globale, comme nous l'avons fait dans la section 2.2 grâce à l'équation (9). A partir des équations (1), (2) et (13), on obtient la relation d'équilibre entre le salaire réel et l'emploi<sup>16</sup>:

$$w/p_c = [(L_c - L_0) / \lambda L_c] - g/L_c \quad (18)$$

La dérivée de l'équation (18) par rapport à l'emploi est toujours positive et égale à:

$$d(w/p_c)/dL_c = (L_0 + g\lambda) / \lambda L_c^2 > 0 \quad (19)$$

<sup>16</sup> En omettant les coûts indirects ( $L_0 = 0$ ), on peut vérifier que le cas des coûts moyens constants par unité de production est un cas particulier des coûts décroissants.



Graphique 7

Le graphique 7 illustre l'équation (18). La courbe représentant celle-ci découpe le plan salaire réel/emploi en trois régions. Sur la courbe, la demande égale la valeur de la production. C'est la contrainte de la demande effective. Comme nous l'avons déjà noté, il n'existe pas ici de contrainte de demande notionnelle (sauf la capacité, représentée par  $L_{pc}$ ) puisque les profits sont maximisés au niveau d'output maximal<sup>17</sup>. Les deux autres régions se trouvent au-dessus de la courbe de demande effective, où il y a une demande excédentaire de biens de consommation, et au-dessous de la courbe, où il y a une offre excédentaire. On voit immédiatement l'existence de la relation positive entre salaire réel et emploi. Cette relation contredit les modèles habituels et les politiques qui leur sont associées.

Supposons que le niveau du salaire réel soit fixé par des considérations historiques, par exemple le niveau de technologie et l'intensité de la lutte des classes (ou la pression syndicale). Au taux  $W^*$  ainsi déterminé va correspondre un niveau d'emploi d'équilibre  $L^*$ .

<sup>17</sup> L'output maximal est donné par le niveau de plein emploi ou par la capacité maximale. Du fait que les entreprises ne produisent généralement pas au niveau d'output maximal, on déduit qu'elles ne maximisent pas leurs profits à court terme.

Si  $L_{pe2}$  était le niveau de plein emploi, cet équilibre ne pourrait être atteint. Il y aurait plein emploi et inflation contenue. Si  $L_{pe1}$  est le niveau de plein emploi, on peut voir (c'est le pendant du point  $L^*$  du graphique 6) que  $L^*$  serait un équilibre de sous-emploi stable puisque, par exemple, à un niveau d'emploi inférieur à  $L^*$ , la demande surpasserait l'offre, si bien que les entrepreneurs seraient tentés d'augmenter la production.

L'équilibre de sous-emploi  $L^*$  est une situation de chômage keynésien. En effet, le chômage pourrait être réduit par une augmentation du salaire réel (un déplacement le long de la courbe de demande effective), ou par l'accroissement des dépenses autonomes réelles (le déplacement vers le sud-est de toute la contrainte de demande effective). D'autre part, avec ce modèle, il est évident qu'une hausse de la productivité (la baisse de  $\lambda$ ) entraîne la baisse de l'emploi, ou une offre excédentaire de biens de consommation, à moins que cette hausse ne provoque une augmentation des dépenses autonomes ou que le salaire réel ne soit ajusté à la hausse. La hausse de la productivité entraîne en effet le déplacement de toute la contrainte de demande effective vers le haut<sup>18</sup>. Il est clair que le pouvoir d'achat des travailleurs doit s'accroître dans ce cas, sous peine de récession par sous-consommation.

La relation positive entre salaire réel et emploi (équation 19) peut être jugée étonnante. Mais lorsqu'il existe des coûts moyens décroissants, d'autres surprenantes relations peuvent être démontrées. Par exemple, pour une entreprise donnée, il existe aussi une correspondance positive entre l'output et la part des profits. Autrement dit, l'emploi et la marge de profit d'une entreprise sont positivement corrélés. Ceci est dû au fait qu'à taux de salaire et à prix fixes, un accroissement de la production et de l'emploi entraîne une baisse des coûts en travail et donc une hausse du profit par unité.

D'autre part, au niveau macro-économique, donc pour l'ensemble des entreprises, une hausse de la demande autonome entraîne nécessairement une augmentation de la part des profits dans le

<sup>18</sup> Ceci peut se voir à l'examen de l'équation (18): sa dérivée par rapport à  $\lambda$  est négative; de même pour les dépenses autonomes: la dérivée par rapport à  $g$  est aussi négative.

revenu des entreprises productrices de biens de consommation lorsqu'on garde le salaire réel constant. Ainsi, si toute augmentation (due à l'accroissement du salaire réel, par exemple) de la demande mène à une hausse des profits des entreprises (équation 14)), seule une augmentation de la demande due spécifiquement à des facteurs autonomes entraîne une hausse de la part des profits<sup>19</sup>. Cette relation positive est aisément démontrée. Considérons la part des profits par rapport à la valeur d'équilibre de l'output. A partir des équations (8) et (14), ce ratio s'écrit :

$$\pi/Y_c = p_c g / (p_c g + wL_c) \quad (20)$$

L'emploi d'équilibre, dans le cas des rendements constants, dépend cependant du salaire réel et des dépenses autonomes selon une relation qui résulte de la conjonction des équations (8) et (13). On a :

$$L_c = (g + L_0/\lambda) / (1/\lambda - w/p_c) \quad (18')$$

On voit immédiatement qu'un accroissement du salaire réel  $w/p_c$  ou des dépenses autonomes réelles  $g$  devrait entraîner une hausse de l'emploi. En introduisant cette expression de  $L_c$  dans l'équation (20), on obtient la part des profits d'équilibre :

$$\pi/Y_c = g(p_c - w\lambda) / (gp_c + wL_0) \quad (21)$$

La dérivée de cette expression par rapport à  $g$  est toujours positive à cause de la condition (17)<sup>20</sup>.

<sup>19</sup> Kaldor le présente ainsi : « Dans l'industrie, les coûts en travail par unité de production ne sont pas constants en courte période, ils sont décroissants (principalement à cause du « travail de supervision ») ; il suit que les changements du rapport entre l'investissement et l'output peuvent provoquer des changements correspondants dans la part des profits (et donc le taux d'épargne) même si le mark-up [sur les coûts variables] est constant ; on en déduit qu'il n'est pas nécessaire de postuler le plein emploi pour expliquer le mécanisme ajustant le taux d'épargne au coefficient d'investissement » [1964, p. xvii].

<sup>20</sup> Par contre, on peut noter que la dérivée de l'expression (21) par rapport au taux de salaire  $w$  est toujours négative. Ainsi, un accroissement de la production et de l'emploi engendré par une hausse du salaire réel implique une part des profits et donc une marge de profits plus faibles.

Ainsi, il est tout à fait possible d'accroître simultanément la production, l'emploi, les profits, la marge de profit et la part des profits dans le revenu national sans avoir pour autant à diminuer le salaire réel [Asimakopulos, 1975, p. 327]<sup>21</sup>.

#### 4.

### EN CONCLUSION : LES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ

Les modèles discutés dans les deux sections précédentes pourront paraître à certains abusivement élémentaires. Mais nous pouvons nous référer à Malinvaud lui-même lorsqu'il affirme qu'à son stade actuel, « la recherche théorique gagne à se concentrer sur la plus simple expression de la pensée keynésienne » [1980, p. 33]. D'ailleurs, avec le premier de nos modèles, nous avons retrouvé les propriétés caractéristiques du prototype plus complexe proposé par E. Malinvaud. Quant au second, il nous a permis de décrire un monde économique fonctionnant selon un mode totalement différent de celui décrit par E. Malinvaud. La simplicité de nos hypothèses ne nous a pas empêchés de construire deux mondes bien distincts.

Mais le plus important reste à faire, car comme l'a écrit Keynes, « l'économique réunit la science que constitue la pensée en termes de modèles et l'art que constitue le choix des modèles qui sont pertinents au monde contemporain » [1973a, p. 296]. La position soutenue ici, c'est que l'hypothèse de rendements décroissants adoptée par E. Malinvaud ne rend pas compte des conditions de production les plus permanentes dans les économies modernes. Son modèle n'est donc pas pertinent, en général, au monde contemporain.

<sup>21</sup> Ceci explique que les profits n'ont apporté qu'un ajustement modeste aux fonctions d'investissement développées par les économistes [Malinvaud, 1983, pp. 232-233]. Si les profits varient proportionnellement aux variations de la production, on ne peut distinguer une théorie par les profits d'une théorie de l'accélérateur.



Si les économistes, en tant qu'hommes de science, sont toujours très prudents dans l'établissement d'une correspondance entre les modèles économiques et la réalité, ils se comportent tout autrement lorsqu'ils agissent comme conseillers politiques. Dans ses propres écrits, en particulier les plus récents [1984], E. Malinvaud est généralement très réservé dans ses jugements de politique économique. Il va même jusqu'à récuser ceux qui, comme R. Kahn [1983], ont cru voir dans son modèle un outil de compréhension du monde réel [1980, p. 21]. Pour ce faire, dit-il, il faudrait disposer d'une théorie générale, dont le domaine de validité serait plus grand. Cette prise de position ressemble à une piroquette puisque les modèles d'équilibre général les plus complexes ne peuvent habituellement engendrer que des résultats à valeur négative, à moins de poser des conditions mathématiques qui n'ont aucune contrepartie économique. Malinvaud ne peut prétendre révéler les propriétés du monde réel en se repliant derrière un modèle plus général. S'il veut conserver un semblant de pertinence, il lui faut défendre une à une les hypothèses posées dans le cadre de son prototype. Autrement, ce dernier ne peut être qu'une curiosité intellectuelle.

Si E. Malinvaud a lui-même rarement cédé à la tentation d'assimiler modèle et réalité, bien que comme nous le verrons plus loin il s'est parfois départi de sa prudence, nul doute que bien des économistes moins réputés auront invoqué son explication du chômage classique pour justifier l'application concrète de mesures d'austérité. Le catalogue de celles-ci (diminution du salaire réel des travailleurs, diminution des dépenses publiques, réduction du déficit gouvernemental) et leurs objectifs immédiats (restaurer les marges de profit, hausser la part des profits dans le revenu national) correspondent précisément aux solutions qu'on pourrait dériver du modèle de chômage classique. Les constructions théoriques comme celles de Malinvaud permettent donc de légitimer les politiques d'austérité des gouvernements britannique, américain, canadien ou français.

L'analyse du modèle avec coûts moyens décroissants que nous avons poursuivie à la section 3 permet cependant de contester dans sa globalité la légitimité de ces mesures d'austérité. *Pourvu que les entreprises disposent de réserves de capacité*, le chômage classique ne peut exister. Le seul type de sous-emploi pertinent est le chômage keynésien. Dans une économie moderne, l'emploi peut être aug-

menté par un accroissement du salaire réel ou des dépenses autonomes (ou publiques). Avec le progrès technique, il faut une augmentation du salaire réel pour éviter le chômage technologique. Avec ou sans progrès technique, la hausse des marges de profit sur les coûts moyens et la hausse de la part des profits dans le revenu national sont compatibles avec l'accroissement du pouvoir d'achat des travailleurs. Ainsi, même s'il est vrai que les entreprises investissent en fonction des profits réalisés au cours des périodes précédentes, il n'est pas nécessaire de restreindre le salaire réel des travailleurs pour hausser ces profits. Une rentabilité accrue ne requiert pas la baisse du salaire réel.

Plus récemment, E. Malinvaud s'est penché sur cette question, en établissant un nouveau type de chômage: celui qui serait dû à une capacité de production déficiente, à cause justement d'une profitabilité trop faible des entreprises [1982a; 1983]. Le véritable objet de ses travaux est alors beaucoup plus transparent. Malinvaud apparaît comme un continuateur de l'œuvre de Hayek. Supposant que le chômage est dû à l'insuffisance de la capacité productrice, E. Malinvaud *postule* qu'une politique de restriction des salaires est nécessaire. De sa perception des conditions socio-politiques contemporaines, il déduit que le succès d'une telle politique requiert la restriction délimitée de la demande globale. Il constate qu'une telle politique est créatrice de chômage à court terme. Mais il affirme que cet effet défavorable immédiat est largement compensé à plus long terme par les gains en emplois subséquents à la baisse des salaires. Celle-ci entraîne selon lui une profitabilité accrue, ce qui encourage l'investissement et permet l'établissement d'une capacité de production suffisamment grande pour absorber la force de travail [1982a, p. 10]<sup>22</sup>.

Pourtant, la formulation mathématique de ce nouveau modèle permet de constater qu'un sous-emploi dû à une capacité insuffi-

<sup>22</sup> La fonction d'investissement de Malinvaud [1982a, pp. 3-4] incorpore les mêmes éléments que celle du «marxo-post-keynésien» B. Rowthorn [1981, p. 29]. Tous deux considèrent le taux de profitabilité de l'entreprise et le taux d'utilisation de la capacité. La formulation proposée par E. Malinvaud est cependant bizarre puisqu'il y a diminution de la capacité productive lorsque le taux d'utilisation de la capacité est normal.

sante peut résulter de taux de salaires réels trop élevés ou d'un taux de rémunération (le taux d'intérêt monétaire «réel» par exemple) du capital financier trop élevé. Ainsi, bien que les hypothèses et la forme spécifique des équations de comportement proposées par E. Malinvaud impliquent que des taux excessifs de rémunération du capital tout autant que des salaires réels élevés puissent éventuellement bloquer la formation de la capacité productive, celui-ci ne discute que des politiques dont l'objectif serait de réduire le salaire réel des travailleurs, et il ne retient pour discussion que les cas où ces politiques seraient favorables à la profitabilité [1982a, pp. 8-9]. Malinvaud ne reconnaît l'effet néfaste des taux d'intérêt élevés sur la capacité de production que pour tenter de justifier les politiques fiscales contemporaines anti-expansionnistes [1982a, p. 10]<sup>23</sup>.

Ainsi, même si E. Malinvaud tente de réintroduire la traditionnelle notion de substitution entre capital agrégé et travail, où la maximisation du profit lie un taux de salaire réel plus élevé à des méthodes de production plus intensément capitalistiques et donc à un emploi relativement plus faible, il ne parvient pas à exclure le cas keynésien<sup>24</sup>. Même en acceptant les plus douteuses et les plus néo-classiques des hypothèses de ce nouveau modèle, il n'est pas interdit de continuer à affirmer que la baisse des taux d'intérêt réels et la hausse des taux de salaire réels pourraient éliminer le sous-emploi. Il devrait maintenant être parfaitement clair que si des politiques d'austérité sont prononcées, elles ne peuvent l'être que pour des raisons autres qu'économiques.

## RÉSUMÉ

Il est montré que le chômage classique n'existe que dans une économie où des rendements décroissants sont postulés. Dans le cas contraire, les profits et l'emploi croissent avec l'augmentation du

<sup>23</sup> D'ailleurs, lorsque E. Malinvaud tente de quantifier sa notion de profitabilité, il lui faut convenir que celle-ci n'a vraiment chuté en France qu'en 1980 et que sa baisse était accompagnée d'une forte hausse du taux d'intérêt réel [1983, p. 218].

<sup>24</sup> C'est le cas de sa figure 2 [1982, p. 8].

salaire réel des travailleurs. Seules sont donc acceptables les politiques de relance puisque les coûts par unité sont décroissants tant que les entreprises disposent, comme c'est le cas habituellement, de vastes réserves de capacité.

## ABSTRACT

*It is shown that Classical unemployment only exists in an economy where decreasing returns are being postulated. When there are decreasing average labour costs, profits and employment increase with the real wage rate of labour. Expansionary policies are therefore a must since there are decreasing costs as long as firms dispose of large reserves of capacity, which is the usual case.*

## BIBLIOGRAPHIE

- Asimakopulos, A. (1975). «A Kaleckian Theory of Income Distribution», *Revue canadienne d'Economie*, août.
- Barrière, Alain (1983). *Déséquilibres économiques et contre-révolution keynésienne*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, Economica.
- Bhaduri, Amit (1983). «Multimarket Classification of Unemployment: A Sceptical Note», *Cambridge Journal of Economics*, septembre-décembre.
- Clifton, James A. (1983). «Administered Prices in the Context of Capitalist Development», *Contributions to Political Economy*, # 2.
- Davidson, Paul et Smolensky, E. (1964). *Aggregate Supply and Demand Analysis*, New York, Harper and Row.
- Destanne de Bernis, Gérard (1975). «Les limites de l'analyse en termes d'équilibre économique général», *Revue économique*, novembre.
- Earwell, John et Millgate, M., édit. (1983). *Keynes's Economics and the Theory of Value and Distribution*, New York, Oxford University Press.
- Eichner, Alfred S. (1982). «La théorie post-keynésienne et la recherche empirique», *L'Actualité Économique*, janvier-juin.
- Fujimoto, Takao et Leslie, Derek (1983). «A Two-Class Model of Keynesian Unemployment», *Metroeconomica*, juin.
- Gordon, Robert J., Carrier, Charles A. et Pottier, James (1984). *Macroeconomics*, Chicoutimi, Gaétan Morin.
- Harris, Donald J. (1974). «The Price Policy of Firms, the Level of Employment and Distribution of Income in the Short Run», *Australian Economic Papers*, juin.
- Hildenbrand, K. et W. (1978). «On Keynesian Equilibria with Unemployment and Quantity Rationing», *Journal of Economic Theory*, août.
- Johnston, John (1960). *Statistical Cost Analysis*, New York, McGraw-Hill.

- Kahn, Richard (1983). «Malinvaud on Keynes», in Eatwell et Milgate (1983). Repris du *Cambridge Journal of Economics*, décembre 1977.
- Kaldor, Nicholas (1964). «Introduction», in *Essays on Economic Policy*, vol. 1, Londres, Duckworth.
- (1970). «Some Fallacies in the Interpretation of Kaldor», *Review of Economic Studies*, janvier.
- Keynes, J.M. (1971). *Essais sur la monnaie et l'économie*, Paris, Payot.
- (1973). *The General Theory of Employment, Interest and Money*, volume vii des *Collected Writings*, Londres, Macmillan.
- (1973a). *The General Theory and After, Part II: Defence and Development*, volume xiv des *Collected Writings*, Londres, Macmillan.
- Malinvaud, Edmond (1977). *The Theory of Unemployment Reconsidered*, Oxford, Blackwell. Traduction in Malinvaud (1980).
- (1978). «Nouveaux développements de la théorie macro-économique du chômage», *Revue économique*, janvier.
- (1980). *Réexamen de la théorie du chômage*, Paris, Calmann-Lévy.
- (1982). *Théorie macro-économique*, tome 2, Paris, Dunod.
- (1982a). «Wages and Unemployment», *Economic Journal*, mars.
- (1983). *Essais sur la théorie du chômage*, Paris, Calmann-Lévy.
- (1984). *Mass Unemployment*, Oxford, Basil Blackwell.
- Means, Gardiner C. (1936). «Notes on Inflexible Prices», *American Economic Review*, mars.
- Nell, Edward (1978). «The Simple Theory of Effective Demand», *Intermountain Economic Review*, automne.
- Okun, Arthur M. (1981). *Prices and Quantities*, Washington, Brookings Institution.
- Rowthorn, Bob (1981). «Demand, Real Wages and Economic Growth», *Thames Papers in Political Economy*, automne.
- Sawyer, M.C., Aaronovitch, S. and Samson, P. (1982). «The Influence of Cost and Demand Changes on the Rate of Change of Prices», *Applied Economics*, avril.
- Schefold, Bertram (1983). «Kahn on Malinvaud», in Eatwell et Milgate (1983).
- Yellen, Janet L. (1980). «On Keynesian Economics and the Economics of the Post-Keynesians», *American Economic Review*, mai.